



**RIPESS EUROPE – Solidarity Economy Europe
5ème Assemblée Générale 2016**

Table ronde Quelles politiques publiques de l'ESS: legislation et espaces de co-construction européens

La session de mercredi matin 22 Juillet était dédiée au débat sur l'ESS et les politiques publiques, du niveau local au national, européen et international. Voici un résumé des différentes interventions:

Intervention d'Emmanuel Verny (Chambre Française de l'ESS)

L'intervention d'Emmanuel Verny concernait plus particulièrement les aspects institutionnels et les enjeux de la loi ESS de juillet 2014, loi dite Loi Hamon du nom du ministre qui l'a portée. La Chambre Française de l'ESS qu'il représente est d'ailleurs issue de cette loi. Certains parties de la loi sont techniques liées à des législations plus anciennes qui réglaient les entreprises de l'ESS. Elle porte sur des définitions légales et comporte également une partie sur la transmission d'une entreprise à ses salariés si possible sous forme de coopérative.

L'article 1 définit ce qu'est l'ESS et indique qui en fait partie. Cet article a été l'objet de très longues discussions,. Il a permis de gérer et de trancher un peu les débats qui ont traversé le mouvement et de réunir Économie sociale et Economie Solidaire sous l'appellation Economie Sociale et Solidaire (ESS). L'ESS française ne se définit pas ses statuts, la loi indique que l'ESS est une façon d'envisager une activité économique, basée sur la solidarité et un mode d'entreprendre. Elle a des caractéristiques – le fait de ne pas avoir pour seul objet de faire des bénéfices, la réaffectation majoritaire des bénéfices dans l'objet de l'entreprise, etc Elle inclut les start-up et les sociétés commerciales – mais seulement si elles respectent 4 critères complémentaires: gouvernance démocratique, notion de propriété collective, ainsi que le fait qu'il n'y ait pas de spéculation sur le capital de l'entreprise. Cette définition française prend le contre-pied de la définition européenne qui vise les entreprises à finalité sociale.

Enjeux: le fameux « passage à l'échelle » pose de nombreuses questions, Il est reformulé par la Chambre Française de l'ESS de la façon suivante: c'est moins de changement d'échelle qu'il s'agit que d'avoir plus d'influence sur la société en proposant des critères différents, en défendant des valeurs, en intéressant des jeunes, en apportant de l'enthousiasme et du dynamisme, en redonnant de la confiance dans une société qui est rongée par la défiance: dit autrement, en développant de la citoyenneté.

Intervention de Patricia Andriot (RTES)

Le RTES est un réseau français de collectivités territoriales. Dans un contexte de décentralisation, qui reste progressive et d'une accélération dans la prise en compte du niveau local, des collectivités ont démontré une volonté d'échanger, de développer une politique publique de l'ESS. Ce sont déjà 133 collectivités qui constituent le réseau : des régions, des départements, des villes et des communes plus rurales. Le RTES organise des Journées d'échanges sur différentes thématiques. La co-construction est au cœur des enjeux qu'elle défend. Les politiques publiques doivent se construire dans le temps, avec les acteurs.

L' ESS est perçue plus comme un vecteur que comme un secteur, quelque chose qui se construit dans le temps indépendamment des montées au pouvoir de la droite ou de la gauche. L'ESS s'ancre et s'institutionnalise, l'ESS diffuse, elle agit vraiment comme un vecteur de transformation. Elle est un contre-pied à la logique très cloisonnée des politiques publiques en France, elle propose une vision plus transversale: en effet, en raison du manque de dotation budgétaire, les élus se doivent de réunir plusieurs départements et services. L'ESS en ce sens représente un levier pour avancer.

Les points forts de l'ESS résident dans le fait qu'il s'agit d'économie et d'emplois, ce qui permet d'attirer l'attention et de mobiliser de l'argent public, elle représente aussi une solution aux impasses du capitalisme et du libéralisme. Les blocages résident dans le manque de culture des élus qui se perçoivent comme des décideurs et non des facilitateurs d'une parole commune ; le manque de culture des acteurs qui ne se sont pas habitués à se faire entendre et de blocages juridiques en termes d'appels d'offres et de marchés publics. Le RTES a l'espoir de faire reconnaître la co-construction des politiques publiques au niveau européen.

Intervention de Yiannis Barkas (Ministère du travail grec)

Solidarity for All (S4All) est un réseau d'accompagnement à la création de coopératives et d'initiatives solidaires. Yiannis Barkas a intégré le ministère du travail grec depuis l'année passée comme conseiller en matière d'ESS. L'environnement politique et économique est particulièrement difficile en Grèce avec le memorandum et les mesures d'austérité ou en France avec les dégâts que pourrait occasionner la loi Travail. Quant à la Commission Européenne, elle n'appuie pas l'ESS. Pourtant les peuples se sont organisés, notamment au cours des 3 dernières années qui ont été très riches en Grèce mais les gens ont perdu leur enthousiasme. L'ESS est née d'une réponse à la crise mais les gens ne voient pas le bout du tunnel ni dans quelle direction il va. L'ESS ne peut être la seule réponse au chômage de masse et aux politiques d'austérité.

La loi grecque sur l'économie sociale date de 2011, c'est une bonne loi qui a permis aux acteurs d'utiliser ce cadre légal pour développer des initiatives d'ESS. L'ESS est née des gens, il faut prendre en compte l'autonomie des initiatives, les politiques ne peuvent pas venir d'en haut. Un nouveau plan stratégique a été défini. Une nouvelle loi sur les coopératives va bientôt voir le jour qui va unifier les 9 lois existantes. Elle doit prévoir un cadre légal pour la reprise d'entreprises qui ont fait faillite ou qui n'ont pas réussi. La Grèce a besoin d'outils horizontaux où des groupes puissent échanger et partager des expériences et des pratiques mais aussi d'outils financiers.

La nouvelle loi doit proposer une définition de l'ESS, la déconnecter des statuts (coopératives, fondations, etc) et donner une nouvelle forme légale aux coopératives. Se profile aussi la création d'un comité national d'ESS qui représenterait l'ESS face aux ministères, aux autorités locales et dans l'arène européenne.

Intervention de Juan Peris (Podemos / GUE-NGL)

La marge d'action au sein du Parlement européen, notamment sa capacité d'initiative législative est nulle et reste toujours sur le terrain de la Commission. Le Parlement n'a pas non plus une emprise effective sur les grands débats et les thématiques qui pourraient en faire partie – par exemple le traitement de la question grecque ou la crise migratoire. En termes de capacités de contrôle, par exemple de contrôle budgétaire, la marge de manœuvre du Parlement est également très restreinte. De plus il est gouverné par une grosse majorité coalition de partis «populaires» et «socialistes». Cette alliance est très fonctionnelle en matière de maintien du statut quo – et opposée à toute transformation effective de la modification du lien entre capital et travail, et de l'entrée des citoyens dans les décisions fondamentales en matière d'économie.

En tant que délégation de Podemos de 5 eurodéputés, il n'est possible que de proposer d'ouvrir un rapport de sa propre initiative – c'est à dire un rapport politique mais pour le faire, il faut l'accord de la majorité de la commission thématique. Par exemple la commission ECON doit donner son accord pour ouvrir un débat sur la question de la dette.

Sur le plan politique et médiatique, il existe une marge de manœuvre pour attirer l'attention des agents politiques et des citoyens et donc d'inscrire un certain nombre de sujets sur l'agenda méta législatif: se faire le porteur de lien entre les agents économiques et sociaux; établir des liens entre des problématiques qui ne seraient pas jusqu'à présent abordées

de façon solidaire; essayer de mobiliser une audience plus large sur des questions qui sont traitées de façon traditionnellement plus confidentielle – coopératives, associative, ONG, etc. et rendre visibles leurs actions qui permettent d'améliorer la qualité de vie.

L'Intergroupe de l'Economie Sociale est constitué de députés qui se réunissent pour essayer d'exercer une influence sur l'agenda du Parlement. Ils essaient d'établir des accords autour de l'ESS dans un sens large pour faire avancer les législations en faveur de l'ESS. Cet espace est largement dominé par les forces traditionnelles. Il s'est restreint à la tenue de conférences thématiques qui ont permis une certaine banalisation des catégories de l'économie sociale et ont introduit plus de confusion que de clarté dans nos débats. Podemos n'a pas été invité – mais M.V Vergiat en fait partie pour la GUE.

La GUE-NGL – qui ne compte que 52 eurodéputés sur un ensemble de 731, d'origine politique très diverse: féministe, environnementaliste, gauches traditionnelles, etc. – avec l'appui de 13 députés, a essayé de pousser l'ESS comme centre d'intérêt, et celle-ci est devenue un axe stratégique du groupe. C'est grâce à cela que s'est ouvert un processus appelé Forum Européen de l'ESS (EFSSE) qui a réuni pour sa première édition autour de 300 personnes, de 17 pays différents dont 13 européens. Ses objectifs: promouvoir du débat entre les agents de l'ESS et entre les régions, mobiliser les bonnes pratiques, développer les instruments légaux, etc. Le tout dans le cadre d'une vision de gauche, nécessaire pour reformuler le projet européen. Ce processus sera continué jusqu'à la fin de la législature – et peut donc financer des activités stratégiques et porteuses dans ce secteur. Le prochain forum aura lieu en septembre.

5 défis à relever pour Podemos – GUE-NGL:

- Réussir une plus grande percée, donner de la visibilité au niveau de la citoyenneté et des acteurs politiques. Travailler sur une pédagogie politique et sur les exemples pratiques concrètes à même de transformer les relations de production et de travail.
- Trouver et développer des actions communes avec les syndicats – lien à consolider
- Le forum de l'ESS doit s'ouvrir sur l'espace euro-méditerranéen : co-développement durable, cogestion de biens communs et co-gestion des risques notamment humanitaires
- Avancer dans la théorie et dans les pratiques - donner de l'espoir vers la réalisation d'un pouvoir collectif, et d'un développement soutenable. Réduire les exclusions et reformuler un projet de civilisation.
- Que nous, acteurs sociaux, participions aux changements des rapports de forces : peser sur les institutions européennes de sorte que le pouvoir soit redistribué, et non aux seules mains du Conseil de l'Europe.

Intervention d'Eric Lavillunière (Coordinateur du Ripess Europe)

Le RIPESS Europe est un réseau d'économie solidaire qui porte un projet politique de changement systémique pour une transition économique, sociale et écologique. Ce changement on le construit avec toutes les parties prenantes : nos entreprises et organisations, les citoyens, les chercheurs, les syndicats, les politiques, les administrations ...

Le positionnement du RIPESS Europe : nous sommes un acteur du mouvement social et donc pas seulement un réseau d'entreprises qui fait du lobbying pour défendre des intérêts catégoriels. Cela m'amène à poser 4 questions:

Une 1^{ère} question au politique: quel est votre rapport au mouvement social ?

Des politiques, notamment d'Amérique Latine, le considère comme une véritable respiration démocratique salutaire. Nous avons beaucoup discuté de co-construction des politiques publiques dans nos réseaux. Il est clair qu'on peut constater des avancées sur la participation des citoyens dans l'élaboration des politiques, mais elle se cantonne parfois à de simples consultations avec la société civile organisée. Les « experts » prennent souvent la plus grande part et sont rarement des adeptes de cette participation. Et les outils utilisés privilégient souvent l'expression du plus fort plutôt que celle de la diversité.

La 2^{ème} question est: considérez-vous seulement l'ESS comme secteur économique ?

On construit autour de cela une vision dépolitisée de l'ESS qui aurait donc seulement besoin de supports techniques (statuts, financements, formation, marchés publics, ...). Cela correspond d'ailleurs bien à une vision économique qui consacre l'économie de marché, libérale, capitaliste comme la seule façon de l'appréhender. Or Jean-Louis Laville nous a montré à quel processus de confiscation de la démocratie par les pouvoirs économiques ça correspond. On tente de nous faire croire que le seul modèle possible est le marché basé sur le dogme de la concurrence libre et non faussée. Les seules marges de manœuvre restantes étant les modes de régulations sociales, de redistribution et d'encadrement légal de l'emploi et des normes du travail.

La 3^{ème} question est: quels partis portent un changement de paradigme économique ?

Ce qui renvoie à une autre question: comment convaincre de voter pour des candidats qui portent ce changement ? Car il faut admettre par le jeu de la démocratie représentative que notre projet est peu relayé. On peut d'ailleurs noter que c'est souvent un argument de la Commission Européenne de s'abriter derrière les décisions du Conseil.

La 4^{ème} question est: comment influencer sur les institutions européennes?

En faisant du lobbying et en répondant aux appels d'offre concurrentiels. On nous reproche de ne pas être assez bons sur ça. C'est sans doute vrai mais c'est en partie dû au fait que nous ne voulons pas renoncer à porter notre vision basée sur l'intérêt collectif et les coopérations. Être entendu demanderait de revoir complètement la manière de fonctionner des institutions européennes.

En conclusion je propose de:

- Avoir une réflexion sur les fondements de l'action publique et pas seulement augmenter notre compétitivité;
- Aider les députés à construire une argumentation pour changer les règles du jeu, notamment d'un point de vue théorique (ce que nous faisons avec notre Conseil Consultatif);
- Construire des alliances pour porter ce changement de paradigme;
- Instaurer du dialogue avec celles et ceux qui peuvent être sensibles à cette vision.

Intervention de Laure Longejans (Secrétaire exécutive du Ripess intercontinental)

Laure Longejans est la nouvelle secrétaire exécutive du RIPESS Intercontinental, installée à Barcelone. C'est la première fois que le secrétariat est basé en Europe – c'est une occasion intéressante de faire émerger des idées d'inter-coopération.

Tous les 4 ans a lieu un avènement intercontinental, celui de 2017 aura probablement lieu en Amérique Latine. Des groupes de travail transversaux existent: communication, éducation, genre, etc. Le Ripess intercontinental travaille à la construction d'alliance avec les mouvements internationaux et possède une présence au niveau de la Social and Solidarity Economy Interagency Task Force de l'ONU.

Intervention de Judith Hitchman (Présidente d'Ugenci – membre du CA de RIPESS Intercontinental)

La dimension internationale de plaidoyer comprend la présence de l'ESS dans Social and Solidarity Economy Interagency Task Force de l'ONU, le Groupe Pilote International des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) et la Coalition Habitat III, sur des thématiques comme le financement du développement ou les Objectifs du Millénaire, introduisant le concept d'ESS dans les textes produits.

Le GSEF (Global Social Economy Forum) est un processus d'envergure du mouvement de l'ESS et des autorités locales de très haut niveau. Il aura lieu début septembre 2016 à Montréal.

Le thème de la souveraineté alimentaire sur les deux niveaux local et international est un des axes principaux: les chaînes de distribution sont au coeur de l'ESS et le concept a été introduit dans les textes de la Fao à Rome. Il s'agit désormais d'amener ce discours au niveau du terrain. Quant à l'Union Européenne, elle a appuyé des articles en faveur des collectifs de petits producteurs.

[Voir la présentation de Judith Hitchman en pièce jointe].

Présentation de la carte de politiques publiques par Françoise Wautiez

Socioeco.org a développé une [carte des solutions de l'ESS](#) qui souhaite montrer que les initiatives de l'ESS sont présentes dans tout le spectre économique et répondent à la satisfaction de l'ensemble des besoins. De cette carte est née une [carte des politiques publiques](#) qui montre de manière géolocalisée et grâce à un système de filtres les politiques publiques développées partout dans le monde, qu'il s'agisse du niveau municipal, régional, national ou international, de politiques d'appui à un secteur ou de co-construction, etc. Les icônes utilisées permettent aussi de voir s'il s'agit de politiques de santé, alimentation, habitat, etc.

Cette carte, réalisée à partir de l'information déjà contenue dans socioeco.org, doit être présentée au GSEF pour élargir

les sources d'information et établir des collaborations.